***Le Joker européen*** de Christian Saint-Etienne

**L’Union européenne est « folle », vive la fédération politique de la zone euro !**

ou

**Quand le centre n’est pas condamné au marais lorsqu’il s’agit d’Europe…**

Dans la collection ***Penser la société***, que dirige l’ancien ministre Luc Ferry, Christian Saint-Etienne livre un essai nerveux, voire acide, ***Le Joker européen***, sous-titrée ***La vraie solution pour sortir de la crise***.

Toutes les promesses sur lesquelles s’est effectuée la construction européenne « se sont révélées vaines » (p. 8) dans la mesure où « le logiciel européen est faux » (p. 9). Et de fustiger « le pari, sous la conduite de François Mitterrand et de Jacques Delors, que la zone euro se doterait rapidement d’institutions politiques » (p. 13).

Du coup, « le Royaume-Uni s’est assuré le contrôle politique de la zone en instaurant une concurrence par les normes fiscales et sociales entre les Etats membres qui empêche l’émergence d’un espace stratégique européen » (ibid.). C’est passer un peu vite sur la responsabilité de Georges Pompidou…

Mais dépassons les querelles franco-françaises… Car là où Christian Saint-Etienne voit juste, c’est lorsqu’il affirme : « La reconquête exige de concevoir et de mettre en œuvre un modèle d’Europe *politique*, associant stabilité monétaire et souveraineté politique » (p. 9). En effet, « la crise de la zone euro est une crise institutionnelle et de gouvernance avant d’être une crise économique » (p. 14).

Haro, donc, sur « L’Union européenne, objet institutionnel créé à Maastricht en se substituant à l’ancienne Communauté économique européenne, (qui) est une machine folle, qui n’a accouché que d’une Europe désarmée, devenue le « ventre mou » du monde » (p. 27). En conséquence, « il n’y aura ni richesse économique, ni solidarité sociale et surtout ni liberté si l’Europe d’ici 2020, ne clarifie pas ses objectifs et les moyens de les atteindre » (p. 57).

Christian Saint-Etienne voit « deux solutions rationnelles (…) soit la création d’une fédération économique de pays quittant ensemble la zone euro, soit une division en deux de la zone »  (p. 65) ;

Dans la première hypothèse, « la fédéralisation de la zone pourrait s’opérer à douze pays (Allemagne, France, Italie, Espagne, Autriche, Pays-Bas, Belgique, Portugal, Luxembourg, Slovénie, Slovaquie et Malte), soit un ensemble politiquement homogène de pays ayant les mêmes valeurs et les mêmes intérêts et pouvant accepter une prise de décision commune à la majorité qualifiée » (p. 66).

Politiquement, « cette Fédération économique, qui rassemblerait essentiellement la France et les pays de l’ancien empire romain germanique, serait l’amorce d’Etats-Unis d’Europe au sein d’une Union européenne qui pourrait alors s’élargir massivement à l’est et au sud » (p. 69).

Si l’auteur exclut la seconde solution, il estime que « le traité instituant la Fédération (sera) conclu en dehors du traité de Lisbonne afin de donner toutes les marges de manœuvre possibles au nouvel acteur politique. » En effet, « le traité européen sur la règle d’or, signé le 2 mars 2012 par 25 des 27 pays membres de l’Union européenne (…) ouvre la voie juridique à une fédération à périmètre réduit » (p. 81).

Reste que « la règle d’or sans l’étage fédéral est une recette suicidaire. La règle d’or avec un étage fédéral, capable de contrer les crises inhérentes à un système économique cyclique et de mener une politique de relance dans la crise actuelle, est *la* solution à la crise européenne » (p. 84).

Pratiquement, « cette Fédération (…) nommerait un ministre de l’Economie et des Finances de la zone qui mettrait en œuvre les orientations stratégiques adoptées par le Conseil fédéral des chefs d’Etat et de gouvernement » (p. 91).

Moyennant quoi, « on peut (…) imaginer que cette Fédération, centrée sur l’ancien empire carolingien et dotée d’un Sénat d’inspiration romaine, ne resterait pas longtemps un bébé politique » (p. 99).

En conclusion, Christian Saint-Etienne se fend d’un « N’ayons pas peur ! » (p. 102) qui n’est sans rappeler Jean-Paul II.

Et il est vrai que cet essai, écrit parfois un peu à l’emporte-pièce, est un ouvrage de foi, affirmant le primat du politique sur l’économie « tout en jetant les bases d’une croissance durable fondée sur une économie entrepreneuriale » (ibid.).

Décoiffant et parfois déroutant. En tout cas revigorant !

Philippe GONNET,

journaliste

***Le Joker européen, La vraie solution pour sortir de la crise***, Christian Saint-Etienne, Odile Jacob (2012) 104 p., 12,90 €.